



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial

Bureau de la coordination interministérielle
et de l'environnement

**Arrêté n° 1122-23-20-034
de mise en demeure
Société RECYOUEST
Commune d'Argentan**

Le préfet de l'Orne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.181-14, L.511-1, L.511-2, L.514-5, R.511-9 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1122-22-20-088 du 10 octobre 2022 autorisant la société RECYOUEST à exploiter ses installations sur la commune d'Argentan, et notamment ses articles 1.8, 5.5, 6.1.2, 6.1.3, 6.1.5, 6.1.10.1, 6.1.11, 6.2.4, 6.3.1 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;

Vu le décret du 17 août 2021 nommant madame Marie CORNET secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2022 portant délégation de signature à madame Marie CORNET, secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 23 février 2023 transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 mars 2023, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les informations transmises et remarques formulées sur par la société RECYOUEST par courrier reçu le 07 avril 2023 ;

Considérant que lors de la visite en date du 23 février 2023 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les consignes de sécurité doivent être complétées, notamment sur les points suivants :
 - modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement des réseaux de collecte ;
 - obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- certains entreposages de plastiques en extérieur présentaient un état de dégradation pouvant favoriser la dispersion de plastiques dans l'environnement ;
- les espaces d'interdiction d'entreposage à moins de 5 mètres des portes n'étaient pas matérialisés au sol. Des stockages de cartons étaient stockés de part et d'autre de la porte coupe-feu entre les halls 4 et 5, dont certains adossés à cette porte coupe-feu. Le lendemain de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une

photographie attestant de l'évacuation des cartons adossés à la porte, mais montrant encore des cartons à proximité immédiate de celle-ci, dans la zone des 5 mètres ;

- le rapport de vérification des exutoires du 01/02/2023 note 5 exutoires percés, ainsi que 6 cartouches périmées et une sous-dimensionnée. L'exploitant a présenté une demande de devis suite à ces observations, rédigée le 22/02/2023 ;
- il a été relevé à plusieurs emplacements des entreposages de matières combustibles ne respectant pas les dispositions de l'arrêté et de l'étude de dangers, notamment :
 - les deux emplacements prévus pour le stockage extérieur de balles ne sont pas équipés des parois béton qui auraient dû constituer des cases de stockage. Sur l'un d'eux, les balles sont en état de dégradation, avec par exemple pousse de végétaux et filets qui se décrochent ;
 - un emplacement de stockage extérieur environ 800 m² a été ajouté au nord du site, à proximité immédiate de la limite de site, avec certaines balles sur une surface de pelouse ;
 - entreposage de matière première (déchets) dans le hall 5, alors que seuls des entreposages de produits finis sont prévus pour ce hall (plan des stockages p24 de l'étude de dangers) ;
 - entreposage de balles de matière première non-conforme et de balles de ficelles, en extérieur à proximité immédiate des murs des halls 1a et 2a ;
 - entreposage de matière première et autres combustibles dans la zone à moins de 5 m des machines (hall 4 et hall 5) ;
- le bassin extérieur de confinement de 200 m³ n'était pas opérationnel lors de l'inspection (travaux de terrassement en cours) ;
- les défauts suivants ont été relevés concernant les vérifications périodiques et la maintenance des matériels de sécurité :
 - la dotation en extincteurs du site a été progressive, mais certains extincteurs ont été installés depuis plus d'un an et n'ont pas encore fait l'objet d'une vérification. L'exploitant a présenté une commande pour la vérification envoyée le 23/01/2023, mais il n'a pas été en mesure d'annoncer une date de vérification planifiée ;
 - les portes coupe-feu ont été vérifiées par DESSAUTEL le 01/02/2023. Le rapport de contrôle relève « deux portes coupe-feu 2,3 non fonctionnelles ». L'exploitant a présenté une demande de devis suite à ces observations, rédigée le 22/02/2023 ;
 - les RIA n'ont pas été vérifiés depuis plus d'un an. L'exploitant a commandé une vérification des RIA immédiatement après l'inspection, mais il n'a pas été en mesure d'annoncer une date planifiée ;
- le certificat Q1 rédigé suite à la vérification du système de sprinklage par la société TYCO, le 21/10/2022 fait état de 11 non-conformités à lever au plus vite :
 - environnement extérieur / Présence de stockage à moins de 10 m du bâtiment sprinklé
 - BUREAUX RDC / Présence de 2 sprinklers bouchonnés
 - WC FEMME / Passage d'un collecteur sprinkler non auto protégé
 - BAT5 QUAI 2 / Zone bureaux non sprinklé et non séparé par une porte coupe feu de la zone sprinklée
 - BAT 5 QUAI 2 / Auvent extérieur non sprinklé
 - BAT 5 / Caissons de ventilation de plus de 1m de large : non sprinklé en dessous
 - BAT 5 / Proche RIA N°1, présence d'un flexible accroché sur une antenne sprinkler
 - BAT 3 LOCAL MAINTENANCE / Local non sprinklé
 - BAT 3 Auvent Camion / Auvent extérieur non sprinklé
 - BAT 2A / Présence de deux antennes sprinkler à moins de 2m l'une de l'autre
 - POSTE N°1 / La cloche d'alarme ne fonctionne pas
- l'exploitant a ajouté dans le bâtiment 5 une ligne de séchage des déchets qui ne figurait ni dans le dossier de demande d'autorisation, ni dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il devra porter cette modification à la connaissance du préfet, avec les éléments d'appréciation nécessaires pour apprécier l'impact sur le classement ICPE du site et sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- plusieurs entreposages de produits liquides étiquetés comme dangereux ont été observés sans rétention :

- conteneur 1000l plein à 80 % de produit « plasticool XL2 » stocké en extérieur (étiqueté dangereux, nocif ou irritant et dangereux pour la santé) ;
- conteneur 1000l plein à 20 % étiqueté « huile usagée » et fût 200l d'huile hydraulique, dans le bâtiment 3 ;

Considérant les risques accrus de pollution des sols et des eaux induits par les non-conformités de défaut de rétention et de confinement mises en évidence ;

Considérant le cumul de non-conformités conduisant à une augmentation significative du risque d'incendie, à une augmentation des conséquences d'un incendie et à une augmentation des risques auxquels seraient exposés les tiers, les sauveteurs et l'environnement en cas d'incendie ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société RECYOUEST de respecter les dispositions réglementaires applicables à ses installations ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à ce même article L. 171-8 du code de l'environnement, de fixer en urgence des mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement, par la mise en place d'une ronde journalière destinée à réduire le risque d'incendie le temps de la mise en conformité des installations ;

Considérant que, dans son courrier reçu le 07 avril 2023, la société RECYOUEST a annoncé la réalisation des mesures correctives pour les points suivants :

- Consignes de sécurité complétées (copie des consignes le justifiant) ;
- Dégagement et matérialisation des espaces d'interdiction d'entreposage à moins de 5 mètres des portes coupe-feu (photographies le justifiant) ;
- Transmission d'une version « Projet » d'étude de toxicité des fumées, nécessitant d'être complétée pour conclure sur l'étendue des risques liés aux fumées en cas d'incendie ;
- Commande le 30 mars 2023 d'une prestation afin de résoudre les constats relevés sur les systèmes de désenfumage. Toutefois, aucune date de réalisation de ces travaux n'est annoncée ;
- Dégagement des stockages de matières combustibles situées à moins de 5 m des machines de production (photographies le justifiant pour le hall 4, absence de justificatif pour le hall 5) ;
- Réalisation d'une vérification périodique des extincteurs par Chubb- Sicli le 8 mars 2023. Seule la page 1/19 du rapport a été transmise, celle-ci mentionne 119 appareils en bon état et « 5 appareils sortis ». Il n'est pas indiqué si ces appareils ont été remplacés.
- Commande le 30 mars 2023 pour la remise en état de deux portes coupe-feu (date d'intervention non précisée) ;
- Vérification des RIA programmée le 04 avril 2023 (pas d'information ni de justificatif sur la réalisation effective et les résultats de cette vérification) ;
- Levée de deux des 11 non-conformités relevées sur le certificat de conformité du système sprinkler au référentiel APSAD. L'exploitant ne justifie pas de la levée des 9 autres non-conformités ;
- Annonce d'un prochain dépôt d'un porter-à-connaissance pour l'installation d'une ligne de séchage (cette ligne est déjà en activité, dans le hall 5) ;
- Commande de bacs de rétention (livraison pas encore effective) ;

Considérant que, dans son courrier reçu le 07 avril 2023, la société RECYOUEST a sollicité que le délai associé à la mise en demeure passe de 2 mois à « 6 à 9 mois » pour les points suivants :

- Amélioration des conditions d'entreposage extérieur des déchets ;
- Réorganisation des stockages, et demande de maintien de certains stockages non autorisés (hall 5, stockage extérieur d'environ 800 m² au Nord du site). Cette demande n'est pas assortie de l'ensemble des éléments d'appréciation quant à son impact sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. La réalisation d'un porter-à-connaissance est annoncée pour solliciter l'extension des zones de stockage, mais son dépôt n'est pas effectif et l'administration n'a pas validé cette extension ;

Considérant que le délai de 6 à 9 mois sollicité par l'exploitant concernant les stockages extérieurs n'est pas adapté au niveau de risques d'incendie et de nuisances liées à l'état actuel du site, mais qu'un passage de deux à quatre mois de délais est admissible pour tenir compte des contraintes techniques pour la résolution de certaines non-conformités ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation

La société RECYOUEST, exploitant une installation de traitement de déchets non-dangereux au 13 avenue de l'industrie à Argentan (61), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2022 sus-mentionné, **dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté (sauf délai de 4 mois spécifiquement mentionné pour les points A et C) :**

A) Article 5.5 : « *L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. **L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets, particules de plastique...*** ».

Délai : 4 mois.

B) Article 6.1.3 : « [...] Les halls d'activité et de stockage sont équipés d'exutoires de désenfumage représentant au minimum 1 % de la superficie de chaque local. **Les dispositifs concourant au désenfumage sont entretenus régulièrement, maintenus en bon état de fonctionnement et sont opérationnels.** Les commandes relatives au désenfumage sont positionnées judicieusement à l'entrée des locaux couverts. Ces commandes sont accessibles en permanence. L'exploitant dispose et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de vérifications et d'entretiens des dispositifs concourant au désenfumage.

L'exploitant fait réaliser sous 3 mois après notification du présent arrêté une étude quantitative de toxicité des fumées en cas d'incendie des stocks de déchets, de produits intermédiaires et de produits finis. Les résultats de cette étude sont transmis à l'inspection des installations classées. »

C) Article 6.1.5 : « **Les stockages de matières combustibles (déchets plastiques entrants, produits intermédiaires, produits finis, emballages et consommables...) doivent respecter les localisations, les natures de produits, les quantités et dimensions de stockage mentionnées dans l'étude de dangers du site et utilisées comme données d'entrée des modélisations des conséquences en cas d'incendie qui y figurent.** Notamment, les quantités maximales de déchets entrants ou produits finis PEHD et polypropylène sont de 6000 m³ en intérieur et 1900 m³ en extérieur.

Au maximum 1200 m³ de produits finis ou semi-finis (fibre nettoyée, agglomérats et granulés) sont stockés dans le hall 4, sur des emplacements signalés, à une distance minimale de 5 m des machines de production et des stocks attendant strictement nécessaires à la production. L'exploitant prend toutes les dispositions pour permettre une libre circulation autour des machines et s'assure que les

équipements et machines présents dans le hall ne peuvent pas impacter la sécurité du stockage, même en cas de défaillance. [...] ».

Délais :

- 2 mois concernant les entreposages intérieurs ;
- 4 mois concernant les entreposages extérieurs.

D) **Article 6.2.4** : « **L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place** (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, etc.) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »

E) **Article 6.3.1** : « [...] Un système d'extinction automatique d'incendie de type « sprinkler », équipant les halls 1 à 5, adapté aux produits présents, conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cette conformité. »

F) **Article 6.1.10** : « I - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...] »

Article 2 : Respect de dispositions du code de l'environnement

La société RECYOUEST, exploitant une installation de traitement de déchets non-dangereux au 13 avenue de l'industrie à Argentan (61), est mise en demeure de respecter dans **un délai de 2 mois à compter de la date de notification** à l'exploitant du présent arrêté les dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement qui stipule que :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. »

Cet article sera considéré comme respecté lorsque l'exploitant aura porté à la connaissance du préfet de l'Orne la modification constituée de l'ajout d'une ligne de séchage dans le hall 5, avec tous les éléments d'appréciation pour apprécier l'impact de cet ajout sur le classement ICPE du site et sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 3 : Mesures d'urgence

Sans préjudice de l'application des prescriptions applicables aux IPCE exploitées sur le site, la société RECYOUEST, exploitant une installation de traitement de déchets non-dangereux au 13 avenue de l'industrie à Argentan (61) doit se conformer aux prescriptions suivantes, dans un délai de 24 heures après notification :

En vue de protéger les intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans l'attente de la réalisation de l'ensemble des actions correctives nécessaires au respect des prescriptions mentionnées à l'article 1 du présent arrêté, la société RECYOUEST met en place une ronde journalière, destinée à vérifier à la fin de chaque journée d'activité les éléments suivants :

- arrêt complet des machines (excepté les éventuels équipements nécessaires à la sécurité en phase d'arrêt de la production) ;

- absence de point chaud sur l'ensemble de la ligne de production et dans les entreposages ;
- nettoyage effectif de l'ensemble des surfaces ;
- dégagement des espaces situés à moins de 5 m des machines ou des portes coupe-feu ;
- absence d'entreposages à moins de 1 m des têtes de sprinklage.

Chaque ronde journalière fait l'objet d'un enregistrement écrit, mentionnant le nom de la personne qui l'a réalisé et l'état observé de chacun des points mentionnés ci-dessus.

Article 4 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8§II du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture de l'Orne pour une durée de 2 ans.

Article 5 :

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Caen.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du Code de justice administrative).

Article 6 :

Le présent arrêté est notifié à la société RECYOUEST, 13 avenue de l'industrie, 61200 Argentan

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'État dans de l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

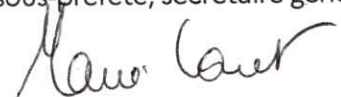
Il sera affiché en mairie par les soins du maire d'Argentan pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

Article 7 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Orne, le maire de la commune d'Argentan, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le **26 AVR. 2023**

Pour le préfet,
La sous-préfète, secrétaire générale



Marie CORNET